

5, mars 2003

Ce mois-ci, les Cahiers donnent la parole à Gilles Taveau, président du Channel. C'est sans doute une manière de réaffirmer notre attachement à la structure associative. Celle-ci reste la forme juridique dont la souplesse permet la rigueur de suivi d'une activité qui a des comptes à rendre. En permettant la représentation des usagers, elle autorise le lien avec une population et un territoire. Plutôt que de se débarrasser des questions que ne manque pas de poser cette forme juridique, ne conviendrait-il pas aujourd'hui de redéfinir de nouvelles formes de militance et de parole, capables de tisser une histoire avec un territoire, de porter un projet artistique, nécessairement singulier, et lui assurer une autonomie réelle et la vision critique qui doit l'accompagner. Alors que se met en œuvre la transformation des abattoirs, il s'agit ici un des enjeux, excessivement difficile, – nous sommes là au cœur de la question démocratique – mais passionnant, des années à venir.

Gilles Taveau

Les satisfactions intenses

Propos recueillis par Jean-Christophe Planche

Gilles Taveau a été élu président du centre de développement culturel en 1988. Son mandat a été reconduit avec la création de la scène nationale et renouvelé depuis. Professionnellement, il a occupé les fonctions de chef de projet de développement social du quartier du Fort Nieulay à Calais jusqu'en décembre 1989. Il occupe actuellement le poste de directeur général des territoires et de la vie de quartier de la ville de Dunkerque.

LA SCÈNE nationale de Calais est administrée par une association. Quels sont l'origine et le rôle de cette association dont vous êtes le président ?

GILLES TAVEAU :

Le concept de scène nationale est apparu en 1991. C'est un héritage des maisons de la culture (imaginées par André Malraux) et des deux générations d'équipements qui leur ont succédé (centres d'action culturelle et centres de développement culturel). Labellisées par le Ministère de la culture, ces structures sont subventionnées par l'État, la Région, le Département et la Ville. À Calais, le choix de la forme associative remonte à la création de la structure qui fut, avant d'être une scène nationale, un centre de développement culturel. C'est l'État qui avait fait ce choix institutionnel à l'échelle nationale. L'association (loi 1901) permet de recevoir de l'argent de différents partenaires et d'assurer une gestion démocratique en faisant une grande place aux adhérents de la structure culturelle. Elle est ouverte à tous les usagers du Channel.

Il s'agit d'une association très particulière étant donné qu'elle ne vit que d'argent public : elle assure de facto une mission de service public.

Son rôle est d'être un espace démocratique dont les moments forts sont l'assemblée générale et les conseils d'administration où toutes les parties peuvent s'exprimer librement. La mission fondamentale de l'association est de choisir – par un vote à bulletins secrets – un directeur et un projet artistique.

C'est une mission délicate car il faut analyser les projets artistiques et entendre en quoi ils peuvent rencontrer la ville et son histoire. Il faut aussi tenter de concilier les intérêts souvent très contradictoires des différents partenaires, gérer des luttes de pouvoirs et d'influences parfois féroces. Le directeur élu, le rôle de l'association est de lui garantir en permanence les conditions de liberté nécessaires au déroulement de son projet. À Calais, nous ne pouvons que nous réjouir du fait que cette liberté a toujours été accordée. L'association et son président essaient de créer des conditions optimales de fonctionnement. Il est entendu que le projet artistique est porté par le directeur – Francis Peduzzi depuis 1991 – et son équipe et par eux seuls. Chacun son rôle et son métier.

Dans quelles circonstances êtes-vous devenu président du Channel ?

Cet engagement est complètement lié à mon histoire professionnelle. Entre 1985 et 1990, j'étais chef de projet de Développement Social des Quartiers du quartier du Fort Nieulay sous la responsabilité de la ville.

J'étais chargé de contribuer à définir un projet de développement global pour ce territoire social et urbain à la marge. Ces opérations, ces actions politiques, qu'on appelle aujourd'hui Renouvellement Social et Urbain, avaient pour but de fonder un projet global collectif de réintégration des populations marginalisées dans le mode de fonctionnement ordinaire de la ville. Le projet concernait donc l'urbain, l'aménagement, l'habitat, l'éducation, la santé et – évidemment – la culture. La question de l'action culturelle dans une ville qui avait une politique culturelle s'est posée de manière forte en raison de l'implication de l'adjoint de la culture de l'époque – Michel Sajot – et de mes propres convictions. Le champ culturel

Le champ culturel a une

particularité par rapport

à celui de l'urbain, de l'habitat

ou de l'éducatif : cette demande

n'est exprimée par personne. (...)

La culture par essence pose

la question du « vivre ensemble »

en nous confrontant à l'autre

à travers la rencontre d'artistes

et de formes.

a une particularité par rapport à celui de l'urbain, de l'habitat ou de l'éducatif : cette demande n'est exprimée par personne. Les habitants du Fort Nieulay étaient ceux qui fréquentaient le moins les établissements culturels de la ville. Il s'agissait de répondre à la question « comment créer une émergence de la demande ? ». C'est un acte lourd qui nous semblait indispensable. Le champ culturel est celui où se mesure le plus fortement l'exclusion puisqu'il y est alimenté par de l'argent public et que celles et ceux qui font partie des classes sociales les moins favorisées en sont exclus. Symboliquement, il est donc fondamental d'inscrire ce champ dans un développement territorial. D'autant que l'action culturelle n'a d'autre sens que celui-là. La culture par essence pose la question du « vivre ensemble » en nous confrontant à l'autre à travers la rencontre d'artistes et de formes.

Toutes les structures culturelles de la ville se sont impliquées dans ce projet avec un investissement marqué du centre de développement culturel dont Henri Taquet était le directeur.

Vous avez alors souhaité vous impliquer davantage dans le centre de développement culturel ?

Une anecdote a servi de déclencheur. Le centre de développement culturel avait travaillé au Fort Nieulay pendant plusieurs mois avec le collectif Organum dans le cadre d'un projet d'insertion. Une quinzaine de jeunes et adultes ont participé à la création d'un spectacle – *Los Locos (Les Fous)* – dont le sens ultime était que « les damnés de la terre envahissent le cœur de la cité ». Le collectif travaillait à partir d'une pratique profondément ancrée au Fort Nieulay qui est la récupération de matériaux divers, de bois. Ils ont acheminé des camions entiers de rebuts avec lesquels ils ont construit un lieu extraordinaire, une sorte de château abritant des stands de bateleurs dans lesquels on pouvait pénétrer. Cette forme complètement tarabiscotée et folle, implantée Place d'armes, a été diversement accueillie. Le spectacle, décoiffant, prévoyait l'embrasement final de la construction. Tout était bien sûr prévu pour la sécurité de celles et ceux qui étaient imbriqués dans l'édifice impressionnant. Mais quand le feu a pris, la situation est devenue inquiétante. Maîtrisée mais inquiétante. La police a été appelée et a embarqué les responsables de la compagnie. Je suis allé au poste avec Henri Taquet pour soutenir la compagnie. L'adversité crée des liens forts !

La semaine suivante, il m'a demandé si je voulais devenir président du centre de développement culturel.

J'ai décidé d'essayer et cela dure depuis. Je ne compte pas le temps. J'y suis encore parce que je m'y sens utile par rapport à un projet de développement.

L'action culturelle crée un raccourci. La relation entre l'intervention d'un artiste et l'effet produit sur les habitants est sensible, charnelle, palpable. L'acte politique trouve instantanément son sens. (...) La rue Newton montre qu'à Calais tout est possible puisqu'une rue peut être transformée à ce point et ses habitants devenir des héros anonymes. On peut bâtir des projets d'avenir dans cette ville.

Votre engagement est donc aussi le fruit d'une histoire personnelle ?

Ce n'est évidemment pas seulement un acte politique. Il s'agit de culture et donc de vie et d'émotion. Le spectacle vivant m'importe à titre personnel. La Comédie de Saint-Étienne de Jean Dasté, dans mon enfance, puis les spectacles de Roger Planchon ou de Marcel Maréchal vus à Lyon m'ont marqué à jamais. La dimension de plaisir, de jubilation est essentielle. Mon action est également motivée par un attachement très profond à des êtres, à des amitiés. Je voue une sincère admiration à Francis Peduzzi qui questionne avec une énergie qui semble inépuisable la ville, l'art, la culture, son travail. Notre relation est très forte. L'action culturelle me paraît également contribuer à donner du sens à mon métier. Dans mon métier, dans la politique de la ville, les échéances sont très longues. On ne perçoit pas immédiatement les effets des actions entreprises. Une réhabilitation de l'habitat est certes tangible mais la plupart des actions ne portent leur fruit qu'au bout d'une dizaine d'années. On ne parvient plus toujours à lire les transformations concrètes auxquelles nous travaillons. L'action culturelle crée un raccourci. La relation entre l'intervention d'un artiste et l'effet produit sur les habitants est sensible, charnelle, palpable. L'acte politique trouve instantanément son sens. Il s'agit dans une large mesure d'une illusion car une politique culturelle n'existe au fond que sur le long terme mais les satisfactions intenses qu'elle apporte m'aident à continuer, me nourrissent.

Vous accompagnez l'aventure du Channel depuis ses débuts. À quels moments avez-vous eu ce sentiment de justesse, qu'une politique culturelle pertinente était à l'œuvre ?

Il m'est difficile d'isoler des moments. Spontanément, des spectacles

comme *Rwanda 94* ou les *Portraits dansés* me viennent à l'esprit. Il y a aussi les *Jours de fête*, la soupe de Jacques Livchine, les créations de ZUR. Je ne perçois pas de discontinuité dans les propositions du Channel : il s'agit d'un seul projet. Chacun des choix de programmation de Francis Peduzzi dit la même chose même si les formes artistiques sont évidemment très variées.

Ce qui s'est passé rue Newton lors des derniers *Jours de fête* me semble emblématique. Dans cette rue ordinaire, socialement mixte, la question du « comment va-t-on ensemble vivre et porter la ville demain ? » est posée.

Elle est posée à travers un intitulé poétique, décalé, autour de la pomme de Newton. Et soudain, cette rue devient le cœur de Calais et le cœur du monde où tout le monde respire ensemble. Avec une humanité, une évidence et une grâce inouïes. Ce n'est pas un hasard que ce choix de Newton : les lois qu'il a édictées sont universelles. La

question du politique et du lien social est posée, du particulier à l'universel. La rue Newton montre qu'à Calais tout est possible puisqu'une rue peut être transformée à ce point et ses habitants devenir des héros anonymes. On peut bâtir des projets d'avenir dans cette ville.

La présence d'une scène nationale à Calais vous semble donc indispensable ?

Il ne faut pas cacher que la scène nationale a vu son existence plusieurs fois menacée. Pendant vingt ans, nous avons connu l'errance, les portes qui claquent avec violence. Le Channel est la seule scène nationale de France à n'avoir pas eu aussi longtemps de lieu propre. Les choses ont récemment évolué avec d'abord l'émergence du *Passager*, réalisé par nos propres forces, et aujourd'hui l'actualité de la transformation des abattoirs grâce à l'engagement majeur de la ville de Calais. Cela me réjouit au plus haut point même si je sais que le combat sera long. Malgré l'adversité, nous n'avons jamais été tenté d'abandonner tant l'enjeu nous semble d'importance.

Une action culturelle est d'autant plus pertinente qu'une ville est tourmentée. Historiquement, Calais est une ville qui a été constamment confrontée à des difficultés, à des crises, à un avenir incertain. C'est une ville en redéfinition constante et les événements actuels continuent de le montrer. L'action culturelle devient alors indispensable. La présence du Channel et d'autres institutions culturelles est plus fondamentale que dans d'autres territoires où l'inquiétude sur l'avenir est moins prégnante.

Leïla Shahid expliquait que la première forme de résistance est culturelle.

En questionnant la ville, le politique, le vivre ensemble et le devenir, la culture aide la ville à se redéfinir sans cesse et à s'inventer un avenir.



Calais, le dimanche 16 juin 2002.
Michel Vanden Eeckhoudt.